



Gabriel DELICOURT

Mission – médiation

Marathon pour l'emploi solidaire

4, allée de Fontorbe
17400 – SAINT-JEAN D'ANGELY

Tél. 05 46 59 27 67 .. 06 42 82 27 10

E-mail : gabriel.delicourt@orange.fr

Site Internet : <http://accoucheurdeprojets.over-blog.com>

Réf. 09 11 02 - GD/MJE 1557 – BB 1

Recommandé avec AR

Haute urgence

Nouveau report au 16 octobre 2010 ?

Madame Brigitte BERNEX

Sous-directrice des Politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion

DIRECTION GENERALE DE L'ACTION SOCIALE

14, avenue Duquesne
75350 - PARIS 07 SP

Tél 01 40 56 85 56

Objet : ***A la recherche de l'emploi perdu ... « Déclaration de guerre à la pauvreté »
Avec une « Croisade pour l'emploi solidaire » au départ de CAEN***

L'égale attention de :

Mesdames **Fadela AMARA**, Secrétaire d'Etat à la Politique de la ville ... **Roselyne BACHELOT-NARQUIN**, Ministre de la Santé ...
Emmanuelle BAUCHET, Chef du service Santé Mentale au Ministère ... **Anne d'ORNANO**, Présidente du Conseil Général du Calvados
Cécile FONTAINE, Conseillère Défense à l'Elysée ... **Nicole MAESTRACCI**, Présidente de la FNARS ...
Rama YADE, Secrétaire d'Etat aux sports,

de Messieurs **Pascal AMONIT**, Directeur de la CAF du Calvados ... **Laurent BEAUVAIS**, Président du Conseil Régional de Basse-Normandie ...
Olivier BRES, Président du **Collectif ALERTE** national ... **Alain CARTEL**, Président de la CRES de Basse-Normandie ...
Christian CHARPY, Directeur Général des Pôles emploi ... **Général Pierre De VILLIERS**, Conseiller Défense à Matignon ...
Philippe DURON, Maire de Caen, Président de Caen-la-Mer et du Mémorial ... **Philippe DUVAL**, Président de la Maison de l'Europe de Caen ...
Stéphane GRIMALDI, Directeur du Mémorial de la Paix de Caen ... **Bruno GROUES**, Coordinateur du **Collectif ALERTE** national ...
Fabrice HEYRIES, Directeur Général de l'Action Sociale ... **Martin HIRSCH**, Haut-Commissaire aux Solidarités actives...
Didier HOUSSIN, Directeur Général de la Santé au Ministère ... **Jean-Régis HUTIN**, Président de Ouest-France ...
Christian LEYRIT, Préfet du Calvados et de Basse-Normandie ... **Gaël LOUESDON**, Président de l'ARDES ...
Jean-Marc MOIRANT, Président du Forum Civique européen ... **Pierre-Louis VILTART**, Président du CROS de Basse-Normandie ...
Alain WORMSER, Président de la Fondation Saint-Cyr ... etc

... des divers décideurs responsables, conseillers, opérateurs et acteurs concernés, **en Ile de France, en Basse-Normandie et ailleurs.**

« **Je suis plus que ma vie** ». Hégel

Saint-Jean d'Angély, ce lundi 2 novembre 2009

Fêtes des Morts ... fête desquels ?

Madame la Directrice,

Nous ne nous connaissons pas ... mais peut-être allons-nous nous le faire aux « Rencontres Nationales de participation citoyenne de Caen », où vous intervenez les prochains 12 et 13 novembre ?

A l'occasion de ces « Rencontres citoyennes », nous venons vers vous (et bien d'autres), « sereins et aguerris », pour vous solliciter d'adhérer et de participer à une « **Croisade pour l'emploi solidaire** », longuement murie sous la forme d'un « **Marathon sport-emploi solidaire** ».

D'expériences, nous savons qu'une telle action ambitieuse ne peut se mettre en œuvre sans un minimum de consensus. Après bien des efforts et des aléas, n'ayant pas rencontré, à Nantes, ni « la volonté politique ni le consensus requis », nous proposons ce « grand projet européen pour l'emploi solidaire et la lutte contre l'exclusion » à la clairvoyance et à l'appropriation de **l'agglomération de Caen, au Conseil Général du Calvados, au Conseil Régional de Basse-Normandie, ainsi qu'aux Services de l'Etat, aux institutions, aux associations et aux entreprises** de cette région, pour le lancer (en lien avec le national).

Raison pour laquelle, également, nous vous savons gré de bien vouloir prendre connaissance des courriers adressés le 24 octobre 2009, à **Madame d'Ornano**, à **Messieurs Beauvais, Duron et Leyrit**, ainsi que celui du 30 octobre à **Monsieur Hirsch**, pour « comprendre » que la réussite de cette action passe par une étroite et indispensable collaboration de tous les services de l'Etat (compris l'Armée), des Collectivités territoriales et de la Société civile concernées ... compris la vôtre, à la DGAS.

Au-delà des nombreux courriers de motivations et d'explications pour mobiliser autour de cette ambitieuse action (contenus sur notre site www.marathon-job.org, aux rubriques «Coopérations de 1 à 6 ?»), vous approfondirez ceux adressés à **Monsieur Sarkozy** (le 10 décembre 2008 et le 14 juillet 2009), ainsi que ceux à **Monsieur Fillon** (le même 10 décembre 2008 et le 8 juillet 2009) ainsi que quelques autres (1), pour constater que la balle a été renvoyée dans le camp de **Monsieur Hirsch**.

Quoi de plus logique, dès lors que nous souhaitons déclencher une « contre-offensive » à la présente désespérance et à l'angoisse qui gagne et ronge insidieusement le moral de populations fragilisées en « **déclarant la guerre contre la pauvreté** » ... (avec pour le symbole, un départ souhaité du « **Mémorial de la Paix** », le **16 octobre 2010**).

Sauf qu'il ne s'agit pas de faire n'importe quoi ... notamment, cela commence par re-crée rapidement les conditions d'une SCIC de portage en adéquation. Nous proposons la SCIC Marathon JOB-EUROPA (Cf. statuts en ligne).

Raison pour laquelle, encore (et même si cette démarche peut choquer certains esprits associatifs), à travers « **la Fondation Saint-Cyr** », nous requerrons le soutien et la participation de l'Armée pour rebondir le plus rapidement possible, tant vers d'autres régions françaises (dès 2011 – 2012), que vers l'Europe du Nord et celle du Sud (avec l'entregent de l'Eurocorps ?).

Raison pour laquelle, toujours, il sera nécessaire que les différentes « **Délégations Territoriales à l'Action Sociale** » concernées (placées sous votre autorité), s'impliquent également aux côtés des Pôles emploi, de la CRES, du CROS, de la Maison de l'Europe de Caen, du **Collectif ALERTE**, de la CAF, de la CPAM, de leurs différents réseaux et des divers partenaires, attentifs et conscientisés, qui voudront bien participer.

« **Penser global et agir local** », ou son inverse « **Penser local et agir global** » ... pas si simple, en vérité !

Quelles crises ? ... quelles mutations ? ... nous considérons que cette ambitieuse « action de terrain », mobilisatrice, fédératrice, participative et proposée à l'échelle des enjeux, vaut mieux que tous ces livres et ces films, que toutes ces incantations et ces rodomontades, que toutes ces larmes et ces peurs (réelles ou supposées).

Qu'en pensez-vous ?

Si vous estimez que, « tous ensemble », nous pouvons provoquer un « effet-levier » suffisant au départ de Caen (et si le mot « guerre » ne vous rebute pas trop), nous vous savons gré de bien vouloir **vous associer aux différents interlocuteurs pré-cités pour contribuer à mettre en place, dès que possible, la première cellule d'instruction et de pilotage à Caen** ... soit une « cellule mère » pour, après évaluation commune, mutualiser et développer avec toutes celles qui suivront (métropole après métropoles, département après départements, région après régions).

Comptant sur vous pour co-organiser une réunion avec Madame d'Ornano, Messieurs Bauvais, Duron, Hirsch et Leyrit ... désigner un référent ... à vous lire ou à l'écoute de vos suggestions et dans l'attente,

Porteurs d'espérances sur des chemins d'exigence, solidaire des précaires et des victimes de la misère, Recevez, Madame la Directrice, nos sentiments respectueusement les meilleurs.

Gabriel DELICOURT

Chef de projet du Marathon pour l'emploi

1. Vous pouvez en rester là ... ou bien, pour mémoire, poursuivre et approfondir les motivations avec les quelques extraits de courriers ci-dessous (en ligne à la rubrique « Coopérations 6 ? »), adressés en leur temps :

a) ... au **Docteur Jeymo Parry** (médecin-psychiatre aux Centres hospitaliers de La Rochelle, de Saintes, de Saint-Jean d'Angély et de Jonzac ... aujourd'hui retraité), **le 14 juin 2002** :

« ... Je ne reviens pas sur les détails de notre longue conversation vous expliquant la difficile co-construction de ce projet MTE qui, la dégénérescence politique aidant, finit par prendre corps et crédibilité (avec beaucoup de travail, de réflexions, de contacts et de persévérance aussi).

Il y a bien une logique dans toute cette démarche (j'allais dire cette « quête de sens » et, surtout pas, de « fuite en avant ») qui, même si elle peut paraître surdimensionnée par rapport aux enjeux et aux résultats espérés, oblige à la modestie pour assumer les contradictions et continuer la nécessaire « recherche-développement ».

Avec la volonté d'aboutir, nous revenons curieusement au point de départ du projet de « Marathon pour l'emploi » : les problématiques complexes qui accompagnent les conduites suicidaires, qu'elles soient individuelles ou collectivement sociétales. Pourtant, classé « échec social par excellence », c'est bien un sujet qui fâche les politiques, qu'avec le temps, nous avons appris à soigneusement occulter pour maximiser la réussite de l'action.

Reparti dans plusieurs directions par son autre nécessaire pluridisciplinarité et ses lisibilités volontairement multiples (nous privilégions naturellement la création et l'exploration des gisements de travail, le développement économique, le sport, la lutte contre l'exclusion sociale, l'Europe ...), il percute donc au Ministère de la Santé, à la cellule nationale « Société et Santé mentale », sa vraie place aussi, en fait.

Ressurgit alors le vieux débat qui nous avait rapidement séparé en 2 clans lorsque, à mon initiative et à quelques uns, nous avions créé « SOS Suicide 17 » à Saint-Jean d'Angély, en septembre 1996.

Doit-on se cantonner dans l'écoute de l'âme et du cœur pour apaiser l'esprit, dans le strict comportemental et la valise identitaire ou, dépassant la résignation, proposer des opportunités ou des solutions en adéquation pour sortir de l'unique hypothèse et de l'impasse ?... et comment fait-on pour se conformer et se confronter à un agir de plus en plus complexe, la sophistication de nos sociétés aidant, avec des gagners de moins en moins nombreux fabriquant toujours plus de perdants, humiliés et désemparés, voire désespérés ?..

Domaine réservé au seul corps médical, ou quelle place pour la société dite-civile ?

Arrivés à cette étape, tout à la fois d'avancées sur les objectifs de mouvement et de propositions de synergies collectives, et à ce retour sur les causes profondes qui motivent les individus (la résilience ?), nous requerrons l'aide du psychiatre et vos compétences hospitalières ... »

b) ... à **Monsieur Xavier Bertrand** (Ministre de la santé), **le 30 septembre 2005** :

« ... Ce qui mine et crispe le plus avec toutes ces vies brisées, ces compétences inemployées, ces talents frustrés par le **non emploi et le mal emploi**, les pâtures et l'exclusion sociale qui ne cessent de s'étendre, c'est bien ce lancinant sentiment d'impuissance ... combien de millions de précaires puisque, aussi bien, la vraie misère se cache (quand la fausse s'exhibe) ?

Ce qui exaspère particulièrement aussi, ce sont bien tous ces efforts pour occulter ces millions de dépressions liées au chômage qui pèsent d'un poids évident, voire conséquent ou délirant, sur le budget de la Sécurité sociale ... combien de tentatives de suicides liées à ces dépressions ? ... combien économiques ?

Combien même de suicides, puisque, aussi bien, nous n'ignorons pas qu'une partie d'entre eux sont « déguisés » en morts naturelles par les familles, par les médecins, voire par les intéressés eux-mêmes (pour que, justement, leur famille puisse toucher les assurances - vies) ? Quels coûts vertigineux à payer par notre société (compris pour resocialiser), ou le manque à gagner pour tous ces talents gâchés ou vaincus ?

Sans même aborder les services des urgences asphyxiés, ou le manque sans cesse chronique de lits psychiatriques, le prix de toute cette insécurité qui en découle aussi ? ...les économies d'échelles encore de tous ces bénévoles associatifs qui se démènent également avec une générosité surmultipliée (souvent des chômeurs eux-mêmes refusant de sombrer), collaborant avec vos services nationaux, régionaux, départementaux ou locaux ?... ou loin d'eux, dans leur banlieue, dans leur quartier, dans leur village, dans leur hameau, immergés dans cet océan de bonté où tout se tait, etc ...

Nous sommes loin des portes cochères, des grilles de ventilations des métros par grand froid ... des cafés distribués au coin des rues des grandes villes devant les caméras résignées des télé, ou des dortoirs montés en urgence dans des squats ... **échec social et collectif, certainement.**

Mais s'il est une réalité qui nous échappe à tous, c'est bien celle de tous ces chiffres, les vrais (compris de l'INSEE et d'EUROSTAT) ... et une autre qui finit par nous irriter particulièrement : la manière de les aborder.

Les « experts » (ou pseudo tels ?) constatent à nouveau **le déficit de la sécurité sociale pour cette année 2005, qui s'élèverait à la somme pharaonique de 13, 2 milliards d' €**... annonçant des prévisions pour 2006 à 11, 6 milliards d' € qui, aussi dantesques fussent-elles, seront à coup sûr, dépassées !

Pire, peut-être ne les recadre-t-on pas non plus « aux extrêmes », dans leur véritable contexte sociétal ?

Alors, combien pèse la psychiatrie qui explose avec ses chiffres aussi significatifs ?

Prenons notre Région Poitou-Charentes (qui ne représente que 2, 2 % de la population nationale), dont le coût moyen par habitant est passé de **101, 99 € en 1999 à 128, 75 € en 2003** ... (source Onphale : 1 654 674 habitants en 2001).

L'augmentation de **9, 9 % sur 3 ans** (entre 1999 et 2002) est passée à **28 % sur 4 ans** (entre 1999 et 2003), **185 191 114 €** en 2002 (soit encore 484 329 journées public / privé à 382 € en coût moyen) et **215 463 728** en 2003, soit encore **18, 5 millions d' €** de hausse en 2002 (1999 en base 100) et **30, 27 millions d' € en 2003** !

Mais cela consterne-t-il pour autant les politiques régionaux dans la mesure où tous ces chiffres sont noyés dans le budget national (le vôtre) et directement votés par la même Assemblée Nationale, avec ses constats d'impuissance rédhibitoires ?

Nous insistons bien sur ce chiffre de 215 463 728 millions d' € en 2003 qui représente plus de la moitié du budget de notre région Poitou-Charentes ... et sur ces + 28 % en 4 ans !!!

En projection, quel coût la psychiatrie du Poitou-Charentes représente-t-elle dans le budget total national (compris la consommation ahurissante de tranquillisants et de psychotropes) ? Quelle augmentation sur ces mêmes 4 années entre 1999 et 2003 ? Mieux, quelle part la psychiatrie nationale vaut-elle dans ce budget global de la Sécurité Sociale et quel montant représente-t-elle dans ce déficit ?

Certes, politiquement très incorrect aussi, **pourquoi ne peut-on déterminer l'incidence entre « psychiatrie et chômage », voire « suicide et chômage » ?** (même en cherchant bien dans les statistiques de l'INSEE, de la DRASS, de l'ARH et de l'Observatoire régional de santé) ... sauf, pour en mesurer la réalité, à solliciter vainement un budget spécifique depuis plusieurs années.

Ce n'est donc pas un hasard si l'un des objectifs clairement exprimé de ce **Marathon pour l'emploi** consiste également à contribuer à « recréer des liens entre les professionnels de l'économie et ceux de la santé ».

A défaut de remède direct, vous voudrez bien noter aussi, non seulement les articulations justifiées prévues dans ce **Marathon expérimental pour l'emploi** :

- Tant les collaborations prévues sur le parcours avec les hôpitaux, cliniques, et autres CMP,
- Que les interactions supposées gagnantes avec les milieux sportifs, les militaires, ceux de l'économie, de l'emploi et les chômeurs eux-mêmes, les étudiants, les lycées et les collèges et leurs encadrements, les mairies et leurs habitants, les associations et les entreprises, etc ...

Ce Marathon particulier a été construit sur « l'urgence et l'espoir » pour sortir de leur unique hypothèse tous les perdants qui rêvent de ressaisir leur chance.

c) ... à **Madame Bachelot-Narquin** (Ministre de la Santé), **le 1^{er} mai 2008** :

« ... Nous nous associons bien volontiers au prochain plan « Santé des jeunes » en préparation.

En approfondissant et au regard de l'un de nos objectifs --- celui de réconcilier les professionnels de la santé publique et ceux de l'économie --- vous mesurez clairement la nature de notre contribution.

De livres blancs en livres blancs, les hôpitaux spécialisés étant pleins, les psychiatres eux-mêmes nous annoncent que des « **schizophrènes paranoïdes** » sont suivis « dehors », en toute liberté (30 % d'entre eux inondent déjà la population carcérale) ... les statistiques donnent des situations, pas des explications.

Comment pouvez-vous nous aider à vous aider ?

d) ... à **Madame Michèle Alliot-Marie** (Ministre de l'intérieur), **le 1^{er} mai 2008** :

Comment lutter contre « cette peur entretenue » et ses replis sur soi pervers, qui affaiblissent notre capacité de réaction pour « entreprendre ensemble » ?... comment dé-ghéttoiser la misère ?

... Au moment où vous lancez les unités territoriales de quartier, vous constaterez que cette proposition pour plus de cohésion sociale et d'emplois correspond également aux souhaits exprimés.

Au moment aussi, où vous relancez une nouvelle campagne pour la sécurité routière : « **L'insécurité routière n'est pas une fatalité** », nous nous permettons de vous rappeler que les chiffres des « suicides » couramment admis restent figés à 12000 par an depuis 10 ans ! Alors qu'en quelques années, l'hécatombe routière est passée des mêmes 12000 tués à 5000.

Nous notons l'apparition de campagnes timides concernant les problématiques suicidaires, qui nous préoccupent particulièrement.

Nous notons également que le budget de communication de la sécurité routière avoisine les 20 millions d'€... combien pour la prévention des conduites suicidaires ?... quelles actions palpantes ?

Au-delà d'intervenir auprès de Monsieur le Préfet pour que l'Etat nous facilite la tâche en région :

Comment pouvez-vous nous aider plus et mieux ?

e) ... à nouveau à **Madame Bachelot-Narquin** (toujours Ministre de la santé), **le 16 décembre 2008** :

« **La guerre contre la pauvreté** » relève de nos responsabilités citoyennes communes.

Nous faisons suite au courrier que nous vous avons adressé le 1er mai (Fête du Travail), avec un dossier explicatif correspondant, vous priant de soutenir notre projet de « **Marathon pour l'emploi** » ... il reste plus que jamais d'actualité.

Vous voudrez bien prendre connaissance des courriers que nous adressons conjointement à Messieurs Sarkozy et Fillon, avec une proposition de « **Feuille de route** »

Eu égard la situation sociale explosive, les déficits qui continuent de se creuser, les tourments récurrents du chômage en recrudescence et **les délais très courts d'ici le 9 mai 2009**, nous vous sollicitons de contribuer à la réussite de cette « Croisade pour l'emploi », minutieusement préparée et telle que proposée, avec vos moyens et vos ressources.

Nous vous savons gré de bien vouloir donner des instructions pour vous faire représenter à ces réunions par le référent que vous voudrez bien désigner, et mobiliser les acteurs concernés, placés sous votre autorité ... **notamment, les ARH, les DRASS et les DDASS.**

5. Mesdames et Messieurs les chargés de mission, Directeurs de services ou décideurs de cabinets, **nous vous savons gré de bien vouloir noter également que ce dossier est fédérateur, participatif et « POLITIQUE ».** Il vous concerne aussi, très directement, en même temps que Madame Bernex, auquel il est sollicité de s'associer dès que possible avec Madame d'Ornano, avec Messieurs Beauvais, Duron, Hirsch, Leyrit et avec quelques autres, pour contribuer à sa mise en place et à son développement.

Quelque fût l'excellence de votre cursus, de vos compétences, de vos convictions partagées, la qualité et la diversité de votre propre parcours, **nous vous remercions de ne pas le laisser s'enliser dès lors qu'il pourrait vous dépasser.**

A contrario, eu égard qu'il revendique de contribuer à des solutions d'exception dans un contexte de dangereuses mutations, notamment vis-à-vis des « suicides économiques /jour » en pleine explosion, **vous assumeriez à votre tour, tout aussi directement, la responsabilité commune de NON ASSISTANCE A PERSONNES EN DANGER et/ou de COMPLICITÉ DE MEURTRES ECONOMIQUES.**

